

BLIDA

Des familles vivent dans un camp de recasement à Hammam Melouane

En pénétrant dans le quartier dit Haï El-Bordj, situé dans la commune de Hammam Melouane, 40 km à l'est de Blida, on est d'emblée frappé de stupeur tant les conditions de vie dans ce hameau sont quasiment inhumaines.

2 060 âmes survivent, en effet, dans un camp de recasement datant de l'ère coloniale, puisque ces *galetas* ont été construits en 1958 pour y mettre les familles montagnardes de la région aux fins de les soustraire à l'influence des moudjahiddine de la wilaya IV. Dans des chambres d'à peu près six mètres carrés, desquelles se dégagent des odeurs repoussantes dues à l'humidité, séjournent, à leur corps défendant, des personnes qui n'attendent que la mort.

En général, chaque famille possède deux chambres, mais certaines sont occupées par 18 personnes.

L'autre aspect rebutant de ce recasement est l'assainissement. Les eaux usées coulent à ciel ouvert à proximité des



Photo : DR

maisonnettes, rendant l'atmosphère irrespirable. «Nos enfants sont toujours malades à cause des odeurs qui se dégagent des égouts qu'ils respirent à pleins poumons», nous dira un père de famille qui attend depuis des années d'être logé décentement. Il

ajoutera : «Nous n'avons pas où aller dans l'immédiat et nos moyens financiers ne nous permettent pas de louer ailleurs. Notre seul espoir est qu'on nous attribue un logement.» En effet, la saleté, qui est devenue le lot quotidien des habitants de Haï El-Bordj, engendre

tant de malheurs. Les rats et autres moustiques y pullulent, risquant d'engendrer des épidémies. En outre, les dernières pluies qui se sont abattues sur la région ont rendu difficile la vie dans ce hameau par le fait que l'eau s'infiltre dans ces taudis, favorisant la prolifération de la mousse sur les murs des chambres.

Mais l'autre danger est le risque de voir ces maisons s'écrouler sur les têtes des occupants en raison des fissurations causées par les déflagrations utilisées autrefois par la carrière de gravas. «Nous attendons d'un moment à l'autre l'effondrement de nos maisons, car elles ont pris un coup à cause des détonations», se plaint une mère de famille. C'est dire tout le mal que subissent quotidiennement les occupants de ces masures qui attendent avec angoisse la prochaine distribution de logements sociaux. Au niveau de la mairie de Hammam Melouane, il nous a été assuré que les 300 logements construits dans la région seront réservés aux habitants de Haï El-Bordj, d'ici 2010.

M. B.

TIZI-OUZOU

Le ras-le-bol des acquéreurs des 210 logements LSP à Azeffoun

Dans une lettre adressée au wali de Tizi-Ouzou, les acquéreurs des 210 logements LSP de la ville d'Azeffoun relèvent d'innombrables dysfonctionnements dans la réalisation de leur projet.

Cette démarche vient après celle entamée durant l'été passé auprès du chef de la daïra et qui, apparemment, n'a pas été jusqu'à satisfaire leurs doléances. Bien au contraire, leur inquiétude s'intensifie et «a atteint un niveau de gravité élevé et peut se radicaliser» comme le mentionne le document qui pointe du doigt le promoteur immobilier public de Tizi-Ouzou (AWGRFU) pour d'abord son immobilisme dans la gestion de ce conflit, ensuite pour avoir choisi de ne pas couvrir ses engagements par une assurance obligatoire. Résultat, ils se retrouvent otages d'un promoteur, une situation qu'ils qualifient d'aberrante et qui les emmènera inéluctablement vers une crise. Les signataires retiennent plusieurs griefs contre

Publicité

les réalisateurs de leur projet entamé en 2004, à commencer par le retard pris dans les délais puisque, 5 années après, l'on a atteint seulement 50% d'avancement des travaux. Ensuite, ils signalent une anomalie relevant de l'assurance auprès des fonds de garantie. En effet, l'AWGRFU n'a pas daigné les y souscrire et a hypothéqué tout le projet au profit de la Cnep de Tizi. Les protestataires dénoncent aussi l'absence d'un contrat de vente sur plan (VSP) qui n'a pas encore été formalisé à ce jour. Dans la liste des

reproches recensés, le collectif rejette ce qu'il appelle logements-greniers des trois tours B1, B2 et B3 lesquels, estime-t-il, ne répondent pas aux principes de constructions habitables. Après avoir consommé tous les autres recours, les acquéreurs demandent au wali une intervention dans le règlement de ce conflit qui n'en a que trop duré, car seul habilité à prendre en charge leurs préoccupations. En ce sens, ils revendiquent une «protection de l'Etat en veillant sur les acquéreurs».

F. B.

Enfin un service de contrôle médical à Maâtkas !

Un service de contrôle médical à Maâtkas ! La vieille revendication des milliers d'assurés sociaux de la région serait en passe d'être enfin satisfaite.

Les autorités locales commencent à procéder à l'aménagement d'un local, situé précisément à proximité de l'agence Cnas en plein chef-lieu de daïra, pour cette perspective. Bien plus, la Cnas a recruté même un médecin qui y exercera. Finis donc les contraignants déplacements vers Tizi-Ouzou et plus récemment vers Draâ-Ben-Khedda pour ces patients des deux communes que compte la circonscription.

La nouvelle n'est pas encore répandue, mais il est certain que la population l'accueillera avec grand soulagement. Pour l'heure, ce service n'est pas encore opérationnel, mais il ne tardera pas à l'être dès que les travaux d'aménagement du local prennent fin.

En outre, il mérite de préciser que la daïra de Maâtkas dispose de deux polycliniques (ex-centres de santé), 6 unités de soins implantées dans les villages et plusieurs cabinets médicaux privés.

Une couverture sanitaire assez satisfaisante, sans toutefois prétendre qu'un projet d'hôpital pour cette région serait le bienvenu.

Kamel A.

MASCARA

Des peines de 3 à 8 ans de réclusion pour dilapidation de deniers publics

Des peines de 3 à 8 ans de réclusion criminelle ont été prononcées lundi par le tribunal criminel de Mascara après six jours de procès à l'encontre de huit inculpés dans une affaire de dilapidation de plus de 90 millions de dinars au niveau des agences de la Banque extérieure d'Algérie (BEA) de Mascara, Oran et Arzew.

Dans cette affaire, deux prévenus, S. Hadj et A. M. Abdelkader, respectivement ex-directeur de l'agence d'Arzew et ex-directeur régional de l'agence Emir- Abdelkader d'Oran, ont été innocentés. Le chef de service caisse à l'agence de la BEA de Mascara, le nommé O. Djamel, et le chef du même service de celle d'Arzew, A. Ali, ont écopé de 8 ans de prison ferme assorties d'une amende de 500 000 DA pour détournement de deniers publics et falsification de documents bancaires.

Un commerçant de gros, S. Mahmoud, son frère, S. Habib, entrepreneur, et un agent de la banque, F. Mohamed, ont été condamnés à 6 ans de prison ferme assortis d'une amende de 500 000 DA pour les chefs d'inculpation d'implication dans un détournement de deniers publics et falsification de documents.

Trois autres mis en cause, B. Abdallah, chef de service porte-feuille à l'agence d'Oran, R. Mohamed, chef de caisse à l'agence d'Arzew, et B. Boumediène, ex-chef d'agence d'Arzew, poursuivis dans cette même affaire, ont été condamnés à 3 ans de prison ferme et 200 000 DA d'amende chacun.

Les deux principaux mis en cause dans cette affaire, Mme B. Fafa et son fils C. H. Nabil, absents durant le procès, seront jugés dans une prochaine session criminelle. Le tribunal criminel a condamné quatre mis en cause à verser 50 millions de dinars de dommages et intérêts à la banque de Mascara et le restant du montant sera versé par les autres inculpés des deux agences d'Arzew et Oran.

L'expert avait fixé le montant de dédommagement à la banque, en tant que partie civile, à plus de 90 millions de dinars. Le représentant du ministère public a requis des peines allant de 2 à 10 années de réclusion criminelle à l'encontre des prévenus, assorties d'amendes oscillant de 500 000 à 1 000 000 DA dans cette affaire de dilapidation de deniers publics.

Les faits de cette affaire remontent à 2001, lorsque la direction de la BEA avait chargé une commission pour le contrôle des comptes de l'agence de Mascara, à l'issue duquel un montant de 49,795 millions de dinars a été remis sous forme de chèques accordés par l'agence d'Arzew et signés par M^{me} B. F., sœur des deux commerçants inculpés. Il s'est avéré que la principale inculpée, commerçante de gros de son état, a changé les vrais chèques, sans pour autant alimenter son compte bancaire. Douze personnes ont témoigné dans ce procès de détournement de deniers publics et falsification de documents bancaires et administratifs.

APS

40^e JOUR

40 jours déjà ! Cruel et douloureux fut le jour du 17/01/2009, où nous quittait à jamais notre chère mère

M^{me} V^{ve} Kial
Messaouda née
Melakhessou,



laissant un grand vide dans notre foyer. En ce douloureux souvenir, tes enfants Yahia, Farouk, Mohamed, Djamel, Mourad prient Dieu le Tout-Puissant de t'accorder Sa Sainte Miséricorde et de t'accueillir en Son Vaste Paradis.

Nous demandons à ceux qui t'ont connue et aimée d'avoir une pieuse pensée en ta mémoire.

«A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons»

F 30426/B3

CONDOLÉANCES

Le directeur général, le président, les membres du conseil d'administration et l'ensemble du personnel de la Mutuelle générale des matériaux de construction, très affectés par le décès de leur collègue

Choukri Mohamed

présentent à tous les membres de sa famille leurs condoléances les plus attristées et les assurent en cette douloureuse circonstance de leur profonde sympathie.

AZ/B1